

FLASH INFOS N° 38-12

Melun, le 10 mai 2012

QUAND VOLKSWAGEN S'ENGRAISSE SUR LE DOS DES SALARIES ET DES CONTRIBUABLES



Hier, le tribunal de commerce de Melun a mis l'entreprise Prevent Glass de Bagneaux en liquidation judiciaire, avec seulement 9 jours de production avant l'arrêt définitif. Prevent, équipement slovène, est le principal sous-traitant de Volkswagen.

Cédé à l'euro symbolique fin 2005 à l'entreprise espagnole Rioglass, l'ex site Thomson a été revendu début 2009 à Prevent qui a sauté sur l'aubaine à l'époque : reconversion du site totalement payée par Thomson (78 millions d'euros), formation des salariés cofinancée par Thomson, l'état et la région (5,4 millions d'euros) et nouveau brevet. Deux ans après, 80 salariés en moins, l'entreprise est placée en redressement judiciaire pour finalement être liquidée avec un passif de 57 millions d'euros.

En 2009, c'est la mobilisation des salariés, de la CGT et des élus locaux qui avait permis de sauver les emplois du site verrier Bagneaux-Nemours déjà durement touché. La CGT avait alors mis en garde les élus locaux sur les intentions du

repreneur et la nécessité de prendre des garanties sur les fonds publics engagés.

Cet avertissement, resté sans conséquence à l'époque, s'avère malheureusement juste aujourd'hui. Prevent et Volkswagen, au nom des sacrosaints profits, ont tout mis en œuvre pour que le site de Bagneaux soit fermé rapidement, tout en conservant les brevets industriels novateurs. Un seul exemple : le groupe allemand paye une lunette arrière de Golf 6 euros de moins que ce qu'il devrait.

Dans le même temps, les profits records du groupe Volkswagen ont plus que doublé entre 2010 (6,8 milliards d'euros) et 2011 (15,4 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires du groupe devrait encore battre des records pour 2012 avec des prévisions autour de 175 milliards d'euros ! Ce n'est pas la crise pour les actionnaires, visiblement !

La politique économique et industrielle allemande, mise en exergue par certains acteurs politiques, produit les mêmes effets que les autres modèles économiques européens, à savoir destruction d'emplois, augmentation de la précarité et mise en compétition des salariés.

Pour la CGT, la relance économique et la croissance doivent être basées sur une industrie forte et un socle social de haut niveau.

Alors que des exigences de justice sociale s'expriment en Europe par la mobilisation des salariés ou par les urnes, il est de notre responsabilité de porter des alternatives aux politiques économiques afin d'imposer d'autres choix.

Le nouveau président de la république nous promet du changement, construisons le rapport de force pour que ce changement soit celui du progrès social !

Fraternellement.

Fabienne CRU
Patrick MASSON
UD CGT 77

PJ : déclaration confédérale